



Déclaration préalable au CTSD Carte Scolaire 1<sup>er</sup> degré du lundi 6 avril

2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Madame la Secrétaire Générale,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous vivons depuis des semaines une situation complexe et douloureuse. La priorité reste la protection de la population face un virus qui tue chaque jour plus de personnes. Malgré les annonces multiples et parfois contradictoires du gouvernement, la sortie de crise n'est pas pour demain. Pour autant, il nous faut préparer la rentrée scolaire dans ce contexte, sans attendre des jours meilleurs où nous pourrions tenir des instances dans de meilleures conditions. Cela ne nous semble pas responsable.

L'Unsa Education a pris le parti dès le début de cette crise de maintenir le dialogue social et de jouer son rôle de partenaire dans l'intérêt du service public, de ses personnels et de ses usagers. Mais c'est sans compter sur un Ministre de l'Education Nationale qui continue sur la même ligne : annonces incessantes, hyper médiatisation, discours se voulant rassurants et propos provocateurs sur la méritocratie par exemple, glissés entre deux encouragements. La forme ne change pas le fond, elle le décrédibilise !

C'est pourquoi, l'annonce des 1500 postes supplémentaires, la veille du premier CTSD prévu sans déclinaison concrète, a été une fois de plus un pavé dans la mare. Nous avons attendu au niveau local cette déclinaison sans pouvoir informer les collègues, sans pour autant user des médias pour tenir un discours alarmiste, mais surtout sans pouvoir faire une analyse pertinente et fiable de la carte scolaire départementale des Landes.

En effet, comment étudier et prendre des décisions concertées entre représentants, alors même que les informations nous sont données au dernier moment. Notre analyse des situations est contextualisée par la dotation en emplois. Avec une connaissance erronée de cette dotation, notre analyse ne pouvait pas être juste.

C'est pour cette raison que l'Unsa Education n'a pas pris part au groupe de travail de ce matin. Ce n'est pas une position de principe, mais un principe de positions portées des valeurs auxquelles nous sommes fortement attachés : confiance, transparence, équité et respect de tous les partenaires et des principaux acteurs concernés : les personnels et les élèves.

La volonté soudaine de Monsieur le Ministre de vouloir se préoccuper de l'école rurale alors qu'en décembre la dotation pour le 1<sup>er</sup> degré mettait en lumière un manque d'ambition que l'Unsa Education avait dénoncé, ne nous trompe pas. Pour l'Unsa Education, ce n'est ni un désir de bienveillance ni une nouvelle politique éducative ! A période inédite, effets de communication inédits ! Monsieur le Ministre a juste oublié que dans un département comme les Landes, 95% des communes ont moins de 5000 habitants. Certes, notre département accuse une baisse démographique chronique depuis plusieurs années. A la rentrée 2020, ce

sont pour le moment 422 élèves de moins qu'en 2019. Alors oui, on pourrait mathématiquement supprimer entre 15 et 20 postes sans dégrader à priori le taux d'encadrement global. Mais nous sommes tous suffisamment éclairés pour savoir qu'une carte scolaire et une qualité d'enseignement ne se construisent pas avec une calculatrice. Avant même l'annonce de ces postes supplémentaires, la carte scolaire proposée prévoyait la fermeture de 24 emplois en classe pour 2 créés. Les dispositifs mis en place par la loi de Refondation, que sont les « plus de maîtres que de classes » et « l'accueil des moins de 3 ans » se retrouvent une fois de plus sacrifiés. Nous avons bien acté que ce n'était plus une priorité pour M. BLANQUER. C'est devenu une variable d'ajustement de la carte scolaire. Pour notre département cela représente 6,25 ETP. En fait, on donne le choix aux enseignants entre fermer des postes ou fermer des dispositifs !

Cette instance va devoir acter des premières décisions qui ne pourront rester en l'état, compte tenu de cette période troublée où les inscriptions en mairie sont rendues impossibles. Sur les communes où il y avait des programmes de livraison immobilières, comme à Ondres par exemple, la situation est également bloquée. L'Unsa Education a bien conscience qu'il faut préparer le plus tôt possible la carte scolaire pour permettre entre autres le mouvement des personnels. Mais notre crainte est que la phase d'ajustement de juin n'en soit pas une mais soit une nouvelle carte scolaire avec des impacts importants.

Nous persistons à nous inscrire dans une démarche de dialogue social, nous acceptons les conditions inédites qui le complexifient mais nous revendiquons confiance, transparence et vérité afin de pouvoir assumer notre rôle de partenaires sociaux. Nous percevons à tous les échelons une mise à l'écart des organisations syndicales, sans distinction, alors même que le caractère inédit et violent de cette crise sanitaire, met à mal des personnels, à tous les échelons, des familles, des enfants et des adolescents qui ont besoin plus que jamais de bienveillance et de soutien. Qu'ils soient assurés que les militants de l'Unsa sont à leurs côtés !

Elodie DARZACQ      Mathilde GAILLARD      Nathalie MARSAN      Christophe NOWACZECK